

Paris Defence and Strategy Forum 2026

Jeudi 26 mars 2026 – Ecole Militaire

« Dépenser plus, dépenser mieux, dépenser mieux ensemble »

La tâche me revient de poser le cadre de cette discussion afin que les intervenantes et intervenants puissent nous apporter un éclairage sur ce qui constitue le nerf de la guerre, et ce n'est pas un mauvais jeu de mots, c'est-à-dire le financement de l'effort de défense. Ce dernier, vous le percevez spontanément, se fait dans un contexte particulier alors que notre continent a été projeté brutalement, après 70 ans de paix relative - n'oublions pas la guerre des Balkans - dans une réalité que nous pensions révolue, celle du retour la guerre.

Et avec elle, une double question que nous avons collectivement éludée : Sommes-nous prêts à payer pour notre sécurité et que sommes-nous prêt, dans un contexte de rareté de l'argent public, à sacrifier ou à créer pour le permettre ? J'en ajouterais volontiers une troisième : Avons-nous la volonté politique de le faire maintenant alors que :

- nous n'avons plus le luxe du temps long ;
- ni la capacité de la sous-traiter à un tiers ;
- pas plus d'ailleurs que l'excuse de l'ignorance car nous connaissons parfaitement nos faiblesses. L'OTAN, via le *NATO Defense Planning Process* de 2025, et l'Union européenne, via la Boussole stratégique de 2022 puis le livre blanc pour une défense européenne de 2025, ont en effet cartographié nos « trous capacitaires » avec une précision chirurgicale.

La question ne porte donc plus sur le diagnostic mais sur :

- comment "dépenser plus" (ce qui est déjà le cas) ;
- voir comment "dépenser mieux" sachant tout de même que l'argent en lui seul n'a pas d'idées ;
- et même comment dépenser "mieux ensemble" ce qui est non seulement souhaitable mais nécessaire voire existentiel pour notre industrie de défense.

Je vais commencer par aborder le "dépenser plus" avec quelques rappels de ce qui s'est passé au niveau européen depuis 2022. Oscar Wilde – si familier à l'irlandaise que je suis – écrivait que l'on est libre de plaindre les pauvres vertueux mais l'on est bien entendu pas obligé de les admirer ! Plainte ou admiration, c'est ce que nous allons aborder dans un premier temps.

Pendant plusieurs décennies, la défense est restée du domaine par excellence de la souveraineté étatique. La Commission européenne n'y intervenait qu'à la marge. Des instruments existaient certes — l'AED, le FED, la Facilité européenne pour la paix — mais les États membres les regardaient avec une réserve prononcée, les dotaient chichement et en faisaient un usage limité.

Le paysage institutionnel a cependant profondément évolué. L'Union européenne dispose désormais d'un Commissaire dédié à la Défense. Ce signal, autant symbolique que politique, traduit une mutation de fond dans la conception même des compétences communautaires. Même si le rôle principal de l'UE est d'offrir une plate-forme pour une coopération renforcée entre les états, l'Union a multiplié les initiatives pour les aider à augmenter leurs dépenses de défense en multipliant les instruments comme EDIRPA, l'initiative ASAP ou le mécanisme FAST et il en existe bien d'autres.

La comparaison entre la période antérieure à 2022 et la situation actuelle est saisissante. Résistant aux « attaques de pénuries », les crédits européens qui n'étaient que de 8 milliards d'euros dans le cadre du FED sont en effet portés à 150 milliards dans le cadre du programme SAFE qui porte aujourd'hui une ambition, une rupture d'échelle sans précédent dans l'histoire de la construction européenne.

Il importe cependant d'être précis sur la nature juridique et financière de ces instruments.

- SAFE repose pour l'essentiel sur un mécanisme de prêts garantis, conçu pour permettre aux États membres de financer leurs efforts de défense à des conditions avantageuses. Il s'agit d'un effet de levier, non d'une dotation budgétaire directe qui permet néanmoins aux pays qui l'ont sollicité, dont la France fait partie, de pouvoir acheter et investir maintenant. Il ne se substitue pas pour autant à l'effort national ; il en démultiplie les effets pour atteindre les 800 milliards du programme *ReArme Europe* et répondre aux besoins du réarmement européen laissé à la charge des Etats.

Nous ne pouvons cependant pas occulter que ce réarmement se fait à un moment d'endettement important pour beaucoup de pays européens, les « pauvres vertueux » que j'évoquais à l'instant. Seul un effort collectif et solidaire, permettra d'imaginer que ces efforts budgétaires puissent être durables pour tous. De nombreuses possibilités sont envisageables comme :

- la mobilisation de l'épargne privée sur les marchés de capitaux ;
- ou encore l'émission d'EuroBond pour la défense

ainsi que le préconise le rapport du groupe de travail eurodéfense- finance.

Nous sommes forcés d'être créatifs et sortir de notre zone de confort si nous voulons véritablement être au rendez-vous de l'histoire, celle que nous écrirons et non celle qui nous sera imposée.

2022 a également constitué un point de bascule. Une pression considérable s'exerce sur les États membres pour qu'ils accélèrent leur effort d'équipement. L'Alliance atlantique a ainsi fixé comme objectif minimal aux États membres d'affecter 3.5 % de leur PIB au financement de leurs dépenses de défense. Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale atteignent ou dépassent le seuil de 4 % quand la majorité a dépensé, en 2025, un peu plus de 2%. Ainsi les dépenses de défense des États membres de l'UE ont augmenté de 62,8% en 5 ans pour atteindre 381 milliards d'euros l'année dernière.

La France, de son côté, va actualiser sa Loi de programmation militaire avec une trajectoire encore plus ambitieuse, pour atteindre 64 milliards d'euros dès 2027 plutôt qu'en 2030. La Direction générale de l'armement a, pour sa part, annoncé des perspectives de commandes à hauteur de 41 milliards d'euros. Le Premier ministre a quant à lui annoncé hier la création d'une plateforme *France munitions* dotée d'un budget de 8,5 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030.

Cette accélération de la demande répond à une contrainte industrielle de premier ordre : notre base de production n'est pas organisée selon les principes d'une économie de guerre. Elle fonctionne sur commande, selon des cycles longs, dans une logique de haute technologie, de faibles volumes et de coûts unitaires élevés. Cette architecture, parfaitement adaptée à un contexte sans engagement dans un conflit de haute intensité et tournée vers l'exportation vers des pays tiers, révèle aujourd'hui ses limites face à la possibilité d'un conflit territorial en Europe. Aujourd'hui la question clé est moins celle des stocks que celle des flux et de notre capacité à produire plus vite et en plus grandes quantités.

Nous en arrivons logiquement au "dépenser mieux". Puisque les efforts financiers au niveau national et européen sont réels, voire substantiels, le danger est l'engagement de dépenses rapides qui ne s'inscrivent pas dans une logique ni de retour économique ni stratégique pour l'Europe. Notre continent, il faut le noter, a pour tradition de vendre et d'acheter à l'extérieur. C'est le résultat d'un marché intérieur fondé sur la concurrence et qui n'a pas encouragé de ce fait les industriels à travailler ensemble ni les pays à acheter chez leurs voisins au risque de voir leurs industriels dépasser les leurs. L'achat « sur étagère » représente par conséquent un danger majeur : si l'industrie européenne est dans l'incapacité de livrer dans les délais requis, les commandes se reportent vers des fournisseurs extra-européens, ce qui va à la fois accroître notre dépendance vis à vis d'états tiers et stimuler la croissance et la recherche-développement de ces pays, au détriment de notre propre tissu industriel.

Certains de nos partenaires ont déjà emprunté cette voie. C'est une réponse à une urgence opérationnelle mais également un signal d'alarme que nous ne saurions ignorer.

La réponse à ce défi appelle à l'action : réorienter résolument les investissements vers l'industrie de défense et entreprendre une réforme substantielle des cadres réglementaires. Il s'agit de revoir les règles de standardisation, de reconsidérer l'approche du risque dans les procédures d'acquisition, et de refonder les processus de test et de validation en partant des besoins opérationnels exprimés par les forces armées, plutôt que des impératifs administratifs. Ainsi la préférence européenne doit cesser d'être un vœu pieux pour devenir une réalité industrielle et stratégique :

- dans un ensemble humain de 450 millions d'habitants ;
- au PIB cumulé de 22 000 milliards d'euros
- et au niveau d'épargne des ménages de l'ordre de 40 000 milliards d'euros (soit autant que les Etats Unis).

C'est un changement de culture dont nous avons besoin autant qu'un changement de règles.

Enfin la dimension sociale et l'ancrage de la BITD dans les territoires et les consciences peut nous amener à dépenser plus et mieux :

- d'abord en pensant la défense comme politique industrielle et territoriale ;
- en entraînant ensuite l'opinion publique dans cet effort qui va demander des sacrifices dans d'autres domaines;

- en suscitant enfin un intérêt dans les métiers liés à une industrie qui a longtemps souffert d'une image négative.

L'enjeu politique est là : pour que l'effort de défense puisse être soutenu dans la durée, les citoyens doivent le percevoir non comme un tribut consenti, mais comme un investissement dont ils tirent des bénéfices tangibles, en plus de la contribution à la protection de nos Nations. C'est aussi à ce prix qu'ils se rassureront sur la capacité de l'Europe à disposer d'une dissuasion collective crédible à l'égard de tout ceux qui la menacent.

Cela suppose des filières industrielles qui s'étoffent, des programmes de formation qui se développent, des start-ups de défense qui émergent et entraînent avec elles une nouvelle génération dans les métiers stratégiques contribuant aussi à la croissance économique. La montée en puissance des technologies duales notamment dans le spatial, le cyber et l'IA renforce les retombées économiques civiles dans l'investissement de défense.

L'Allemagne l'a compris. Le *Sondervermögen* a mobilisé 100 milliards d'euros pour la défense. La Pologne investit elle aussi à un rythme soutenu. Les équilibres industriels européens sont en mouvement.

Si la France dispose d'une avance technologique réelle, la question est de savoir si elle saura la transformer en avance compétitive et coopérative au sein de l'Europe.

Edgar Faure, avait l'habitude de rappeler à l'occasion de l'examen annuel des projets de lois de finance que le budget, c'est l'art de cultiver les illusions dans le jardin des hypothèses et Becket ajoutait quant à lui que les fleurs, fussent-elles des « illusions » essaient de garder un peu de soleil pour que le soir ne soit pas tout à fait obscur. C'est bien l'horizon financier qui s'offre à nous et que les échanges qui vont suivre permettront d'éclairer par leur richesse et leur diversité.